Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses volontaires

SOS FAIM

Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

Trimestriel N°7
Mars 2019

N°d'agrément
P601176

N'exportons pas nos problèmes

DOSSIER

SURPRODUCTION DE LAIT, ICI ET AILLEURS LES ÉLEVEURS BOIVENT LA TASSE

© SOS Faim

ÉDIT

Le lait, nouvel exemple de l'absurdité du système agro-alimentaire

© SOS Faim

SOS Faim suit depuis plusieurs années les impacts de la production et du commerce du lait, qui illustrent les dérèglements du système agricole et alimentaire mondial.

En 2016, en collaboration avec Oxfam, nous avons publié un dossier pour dénoncer les politiques agricoles et commerciales européennes responsables du submergement des marchés ouest-africains par le lait européen. Fin 2018, la Belgique et l'Union européenne, principale responsable de ces politiques, n'ont fait aucune avancée significative en la matière. Pire, elles semblent fermer les yeux sur une nouvelle pratique néfaste pour l'environnement et potentiellement pour la santé : la commercialisation de poudre de lait réengraissée à l'huile végétale.

Ce numéro de Supporterres vous plonge dans la réalité sénégalaise et vous propose de partir à la rencontre d'une famille de producteurs, la famille Ba et de l'organisation dont elle est membre, l'ADID. Dienaba, Djimbiba et Thiayedia, acteurs critiques de la filière au Sénégal s'expriment dans **« VOIX DU SUD »** sur les impacts de l'importation de lait européen. Le marché agricole libéralisé lie la réalité des éleveurs ouest-africains et européens, et pas seulement au détriment de ceux du Sud. Les différentes « crises du lait » illustrées par les manifestations des éleveurs à travers toute l'Europe en sont l'un des nombreux symptômes. Dans **« GRAND ANGLE »**, cette interdépendance des enjeux de la filière lait sera expliquée plus en détails.

Malgré ce constat bien sombre, les organisations de la société civile se mobilisent des deux rives de la Méditerranée et collaborent ! Dans **« FOCUS »**, Hindatou Amadou, Responsable de la Campagne régionale « Mon lait est local » lancée l'année passée dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest et au Tchad, nous explique le combat qui y est mené. Dans **« NOTRE REGARD SUR »**, François Graas fait le point sur notre positionnement et notre rôle, en tant qu'ONG belge de développement ainsi que sur les actions à entreprendre au niveau politique, pour assurer un avenir aux éleveurs européens et ouest-africains.

Nous sommes conscients des absurdités de notre système productiviste. La commercialisation du lait en poudre en est un nouvel exemple. Nous devons aujourd'hui proposer des solutions réalistes et durables et nous assurer que les décideurs politiques s'engagent pleinement. Les éleveurs européens et ouest-africains proposent des solutions, SOS Faim souhaite les soutenir dans leur lutte.

Lire sur le sujet l'étude : L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'Ouest

Anne-Laure Van der Wielen
Responsable Mobilisation

Vous découvrez Supporterres et souhaitez le recevoir gratuitement ? Écrivez-moi à : cra@sosfaim.ong

SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
www.sosfaim.be

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Olivier Hauglustaine

Relecture > Géraldine Higel, Joseph Etienne Kolié et Clémentine Rasquin

Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de

Belgique
partenaire du développement

FESTIVAL DE FILMS
Alimenterre

Kits de Projection Alimenterre

Vous souhaitez organiser une projection-débat ? C'est possible, SOS Faim met à votre disposition des « Kits de Projection Alimenterre » avec un accès au film, une fiche pédagogique et un guide d'organisation d'une projection.

Plus d'infos sur les kits sur **www.festivalalimenterre.be**

Festival Alimenterre : un beau succès pour les 10 ans et des kits de projection disponibles

La dixième édition du Festival Alimenterre fut à nouveau couronnée d'un très beau succès comme ces chiffres l'attestent :

- 27 projections-débats,
- plus de 2500 spectateurs,
- une soixantaine d'associations partenaires,
- une cinquantaine d'intervenants.

Tout ceci n'aurait pas été possible sans l'appui des volontaires. Ils ont été 50 à se mobiliser à nos côtés pour promotionner l'événement, identifier et sélectionner les films, décorer les lieux, animer les séances, servir au bar, échanger autour de notre stand, ... MERCI à vous !

Par ailleurs, cette édition a aussi été agrémentée d'un flash mob. Une centaine de citoyens ont ainsi rappelé à nos politiques que l'alimentation est bel et bien un droit pour tous via une action symbolique sur la place de la Monnaie. De concert, les participants ont écrit à l'aide de lettre géante : Fight for our RIGHTS, Fight for our FOOD.

Hunger Race 2019, déjà 60 équipes inscrites et vous ?

On vous donne rendez-vous à Bouillon le 29 juin prochain pour la 4e édition de Hunger Race, un événement sportif et solidaire au profit des projets de SOS Faim. Cette année, vous avez le choix entre trois parcours : SOFT, MEDIUM et XL.

Marche, trail, kayak, parcours d'obstacles, death-ride, venez surmonter en famille ou entre amis une série d'épreuves dans un cadre magnifique.

Outre le défi sportif, Hunger Race, c'est surtout une aventure humaine incroyable qui lie l'équipe de SOS Faim, une centaine de volontaires et près de 300 participants. Ensemble, nous avons déjà récolté plus de 320.000 euros en trois éditions ! Alors venez vivre, vous aussi, ce moment hors du temps.

Infos et inscriptions : **www.hunger-race.be**

© SOS Faim

PARTENAIRE
DE SOS FAIM

L'ADID contre Goliath

L'Association pour le Développement Intégré de Dahra (ADID) est clairvoyante sur la situation des éleveurs de la région et tente de répondre aux nombreux défis auxquels ils font face.

L'ADID souhaite avant tout renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles de la société civile pastorale, promouvoir les bienfaits du lait frais et développer le réseau de partenaires.

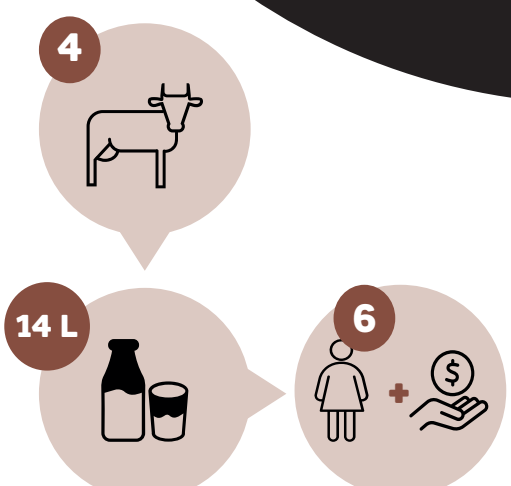
La famille Ba, membre de l'ADID, nous raconte

Le soleil éclaire paisiblement le village de Linguère en ce début de journée. Fatima Ba part à la traite. Les tâches sont partagées entre elle et son mari : elle trait, nourrit les vaches et fait les tâches ménagères tandis que lui s'occupe du fourrage et se charge des vaccins. Il y a quelques années, ils se sont lancés dans la production de lait.

« Les bénéfices du lait apportent beaucoup à la famille et permettent d'assurer la scolarité des enfants. Mais la filière doit être davantage organisée et il faut lutter contre la concurrence déloyale incarnée par les importations de lait en poudre ».

Lébol Ba, éleveur et pharmacien à l'unité de transformation de Linguère

Le cheptel familial compte 25 gobras, race bovine locale pour la viande, et 11 vaches laitières métisses issues d'un croisement entre une race locale et une race importée. Grâce à l'étable offerte par la PASA, un projet d'appui pour la sécurité alimentaire, ainsi que les micro-crédits proposés pour l'achat d'aliments de bétail, quatre de leurs vaches métisses, laissées en stabulation, produisent entre 12 et 16 litres de lait par jour. Une partie de la production permet de nourrir leurs six enfants



2113 MEMBRES

13 SECTIONS VILLAGEOISES

50 AUXILIAIRES VÉTÉRINAIRES

150 LITRES DE LAIT PAR JOUR

et le reste est vendu à l'unité de transformation de Linguère, construite et gérée avec l'appui de l'Association pour le Développement Intégré de Dahra (ADID).

L'ADID, une association pionnière

À 40 kilomètres de Linguère se trouve l'ADID, créée en 1990 par des éleveurs pour lutter contre l'exode rural. C'est une organisation de base soutenue par la FONGS (Fédération paysanne sénégalaise) et par le CNCR (Conseil National de Concertation des Ruraux), tous deux partenaires de SOS Faim. Elle est composée de 2113 membres répartis dans 13 sections villageoises et une section urbaine. À des kilomètres à la ronde, la réputation de l'organisation la précède, prouvant sa qualité et son succès auprès des consommateurs.

Pionnière, l'ADID a créé en 2000 la première unité de collecte et de transformation de lait de Dahra pour permettre aux femmes d'obtenir des revenus pour la traite, écouler la production des éleveurs, proposer des infrastructures de conservation et développer des emplois.

L'unité de transformation de Dahra est aujourd'hui en rénovation. Les murs sentent la peinture et des panneaux solaires attendent d'être installés. Arona Sow, Secrétaire Général de l'unité, explique qu'en saison haute, l'unité reçoit au moins 100 litres par jour, et parfois même, ne peut accepter tout le lait qu'on lui amène car sa capacité de stockage maximale est de 150 litres par jour. Il arrive que le lait soit transformé en lait caillé sucré mais Arona croit, à moyen terme, en la production de fromage car la conservation et le stockage seraient plus faciles pour l'unité et de plus gros volumes de lait pourraient être acceptés.

Les actions de l'ADID ne s'arrêtent pas là. En collaboration avec d'autres organisations d'éleveurs, l'association a réussi à sécuriser un couloir de transhumance de 37 kilomètres et a formé 50 auxiliaires vétérinaires répartis dans les 13 sections villageoises.

Le travail de l'ADID est conséquent, ses réussites sont multiples, mais pour combien de temps encore?

Les agrobusiness et nous, les éleveurs

Samba Mamadou Sow, Président de l'association, souligne le dur combat à mener contre les « agrobusiness ». Selon lui, on rencontre trois types d'acteurs dans la filière lait au Sénégal : les éleveurs, les commerciaux et les « agrobusiness ». Lorsque d'un côté, l'agrobusiness se développe, produisant abondamment avec des vaches importées et toute une panoplie d'équipements, et que de l'autre, les commerciaux inondent le marché à travers la commercialisation de lait en poudre importé et un marketing efficace, les chances pour l'éleveur d'écouler sa production sont minces.

Face à ce défi, l'ADID souhaite avant tout renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles de la société civile pastorale, promouvoir les bienfaits du lait frais et développer le réseau de partenaires.

Florence Haumann
Volontaire

Regards critiques sur les enjeux et défis pour le secteur laitier sénégalais

DIENABA KA

Éleveuse et membre de l'ADID[1]

« Ni les vaches hollandaises ni les étables ne permettent une réelle augmentation de la production. Pour cela, il faut investir énormément. »

Dienaba, décrite par ses proches comme une femme dynamique, habite à Dahra avec sa famille dans une parcelle délimitée par un mur.
« Je possède un petit élevage dont la production (deux litres par jour) est principalement dédiée à l'autoconsommation. Les rares surplus sont vendus à l'unité de transformation. Je souhaite augmenter ma productivité pour pouvoir commercialiser le lait et subvenir aux besoins de ma famille. Je bénéficie de l'appui d'un projet pour la sécurité alimentaire (PASA). Dans ce cadre, j'ai reçu une vache hollandaise et un appui financier pour construire une étable. Mais, la vache hollandaise produit bien moins que mes vaches locales même durant la période d'hivernage. »

La période d'hivernage est la saison des pluies qui dure généralement de juillet à septembre. La végétation est beaucoup plus dense et le fourrage plus abondant à cette période.

« Pour accroitre la productivité de la vache hollandaise, il faut investir énormément, surtout dans le fourrage, mais je n'en ai pas les moyens. Auparavant, je pouvais accueillir tout mon cheptel dans ma parcelle, aujourd'hui, je n'ai la place que pour les vaches métisses dans l'étable. La gestion du cheptel est devenue plus compliquée. »

[1] Association pour le Développement Intégré de Dahra

DJIMBIBA

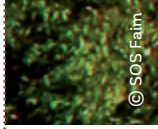
Éleveuse et membre de la fédération Bambora (organisation membre de la FBAJ Fédération des éleveurs de Djoloff)

« Le plus important, c'est l'alimentation. Il faut du fourrage pour augmenter la production, que ce soit avec des vaches locales ou des métisses. Or, il n'y a pas d'espace protégé pour la culture fourragère. »

Djimbiba et sa famille habitent « en brousse » à Ndilla, à plus de huit kilomètres du premier village, Linguère. Le lait

Vache locale, métisse ou améliorée ; culture fourragère ou concentré ; booster la production ou limiter l'importation… Il n'est pas toujours évident de s'y retrouver. Ce qui est sûr par contre : c'est qu'il existe un potentiel de production plus important au Sénégal mais que ce n'est pas simple de le libérer ! Car, au-delà des vaches et de leur potentiel génétique, le nœud est l'alimentation : quel type de pâturages mettre en place dans des zones où la végétation herbacée disparait pendant 6 mois et la culture de stockage inexistante ? Quel potentiel pour les arbres et les cultures fourragères face à la divagation et la transhumance ? Autant de questions clés à discuter avec les éleveurs et les techniciens pour tenter de trouver des solutions durables adaptées et acceptées localement.

© SOS Faim


© SOS Faim

est un produit très important à ses yeux car il lui permet de nourrir ses quatre enfants et d'avoir des rentrées financières.

« Ma famille possède entre 35 et 40 vaches métisses et locales. Une équipe de l'église évangélique passe régulièrement dans les fermes avec des taureaux de races étrangères pour faire des inséminations et obtenir de meilleures races. »

En tant que membre indirect de la FBAJ, Djimbiba pourrait bénéficier de nombreux avantages comme l'accès aux soins vétérinaires, au fourrage ou à des formations mais sa situation géographique l'isole fortement.

« Je récolte, dans les bons jours, trois litres de lait. Le lait est principalement utilisé pour nourrir les enfants. Quand il y en a plus, je le vends au marché de Linguère. Pendant l'hivernage, la production de lait augmente mais le prix de vente diminue beaucoup. Il faudrait donc que je puisse assurer une plus grande production pendant la saison sèche. J'aimerais pouvoir développer une culture fourragère mais il n'existe pas d'espace dédié à cela. Aujourd'hui, si je me lançais dans une telle culture, n'importe quel troupeau en divagation pourrait venir ruiner le travail. »

Florence Haumann
Volontaire

THIAYEDIA NDIAYE

Secrétaire Général adjoint de la Fena-fils (Fédération nationale des acteurs de la filière lait au Sénégal)

« Si on décide d'investir dans la filière, celle-ci peut s'avérer très prometteuse. Elle a le potentiel de sortir les populations de la pauvreté car c'est une activité rentable à condition d'être bien gérée. »

Statisticien de formation, Thiayedia quantifie les phénomènes qui sont liés à la filière lait. Il a longtemps travaillé pour les services de l'État et est aujourd'hui retraité. Il n'en reste pas moins très actif au sein de la Fenafils.

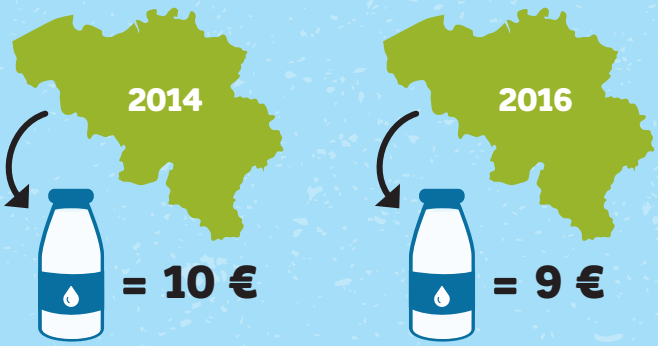
« Le lait est une denrée stratégique car il est largement consommé partout dans le pays. C'est ce qui justifie l'importation massive de lait en poudre et de produits laitiers en provenance d'Europe. Le problème c'est que cette importation tue le développement de la filière laitière sénégalaise et sahélienne. Pour pallier cela, le Sénégal doit former les éleveurs aux métiers du lait, miser sur des vaches à haut potentiel de production, développer les cultures fourragères et investir dans des infrastructures de collecte et de transformation afin que les produits laitiers locaux puissent pénétrer le marché. »

Selon lui, pour que le lait local puisse rivaliser avec le lait importé, il faudrait supprimer les taxes liées à la production et à la transformation du lait local ce qui permettrait de baisser les coûts de production. En parallèle, il faut également redorer l'image du lait local et stimuler la demande, créer un label fiable et lancer des campagnes pour le faire connaitre.

L'HISTOIRE DU LAIT EN 4 ACTES

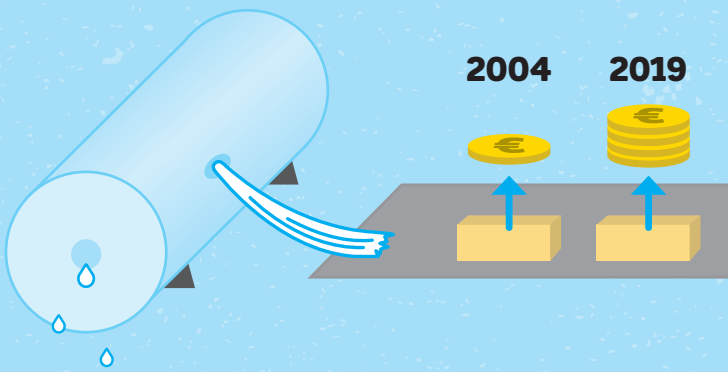
ACTE 1

PRODUIRE DU LAIT N'EST PAS UNE ACTIVITÉ RENTABLE EN BELGIQUE ET EN EUROPE POUR LES PRODUCTEURS.



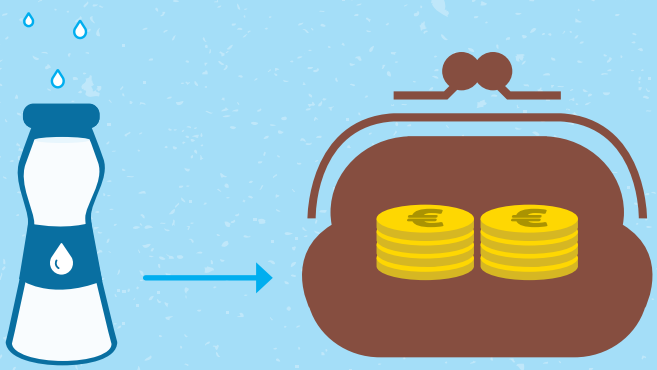
ACTE 2

LE BEURRE, UN PRODUIT TRANSFORMÉ TRÈS PRISÉ. QUAND LA DEMANDE EN BEURRE AUGMENTE, LES PRIX FLAMBENT.



ACTE 3

QUAND L'AGRO-INDUSTRIE VEUT LE BEURRE, L'ARGENT DU BEURRE ET FABRIQUE DU FAUX LAIT.



ACTE 4

CE FAUX LAIT EN POUDRE EST UNE CONCURRENCE DÉLOYALE POUR LES PRODUCTEURS DE LAIT AFRICAIN.

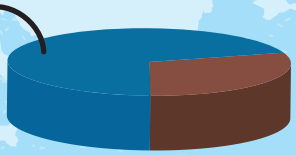
Le lait en poudre réengraissé est vendu **30% moins cher que le vrai lait local.**

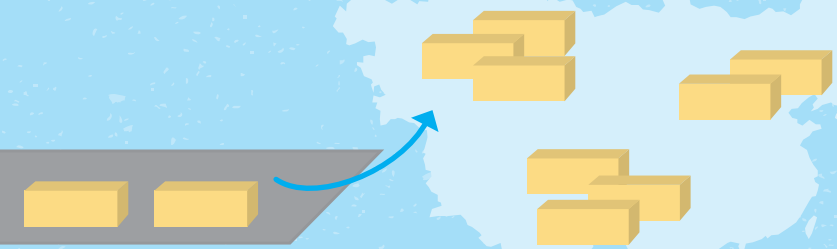
Un produit et ses dérivés qui illustrent l'absurdité du système agro-alimentaire...

EN 1 CLIC

En Belgique, entre 2014 et 2016 le prix du lait a baissé de **10%** et **14%** des producteurs de lait ont arrêté leur activité

En Europe, le prix de vente du lait ne couvre qu'entre **65 et 75%** des coûts de production.





Augmentation de la demande en beurre (en Asie). Le prix du beurre sur le marché international a **quadruplé en 15 ans.**

L'huile de palme est **15% moins chère que le beurre.**

78% du lait en poudre européen importé en Afrique de l'Ouest est composé de lait en poudre réengraissé.

En 2017, l'Europe exportait **308 934 tonnes** de lait en poudre vers l'Afrique de l'Ouest.

Défis Sénégalait

Les groupes agroindustriels ont trouvé le marché idéal pour écouler leur production : l'Afrique de l'Ouest

Le mode de production laitier européen pousse à la surproduction. Les prix sont bas et ne couvrent pas les coûts de production des producteurs. Précarisés, ils cherchent à augmenter leur volume pour faire des économies d'échelle et rentrer dans leurs frais. Malgré ces efforts, les prix sont mis sous pression par les acteurs les plus puissants de la filière: les laiteries et grands groupes industriels. Ne nous trompons pas, les éleveurs européens ne sont pas les seuls à souffrir de cette situation. En Afrique de l'Ouest, les surplus européens sont écoulés sous forme de poudre vendue à bas prix. Les éleveurs locaux peinent à rivaliser avec les importations européennes.

LE LAIT, LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE POUR LES INDUSTRIELS

2009 : des milliers de litres de lait sont épandus dans des champs à Ciney, des tracteurs paralysent Bruxelles et des agriculteurs crient leur colère à une Europe qui les oublie... La crise du lait éclate alors que les producteurs vendent leur lait à 0,24 euros le litre pour un coût de production de 0,45 euros le litre. Quatre ans plus tard, l'Union européenne porte le coup de grâce à la filière et annonce la suppression des quotas de production en Europe. Cette décision entraine, comme on pouvait s'y attendre, une surproduction. Qui dit surproduction, dit augmentation de l'offre et donc diminution de 10% du prix du lait. 14% des producteurs de lait sont contraints de cesser leur activité.

LA SUPPRESSION DES QUOTAS ENGENDRE UN AUTRE EFFET : ELLE RENFORCE L'EMPRISE DES GRANDS GROUPES INDUSTRIELS LAITIERS.

Les répercussions de cette décision de l'Europe des 28 dépassent les frontières du continent et se font ressentir bien au-delà.

Le business laitier étant désormais entre les mains des grands groupes agroalimentaires, ceux-ci font preuve d'innovation pour accroître davantage la rentabilité du secteur. Au cours de cette dernière décennie, mondialisation oblige, les Asiatiques se sont pris de passion pour le joyau de la cuisine française : le beurre. Cette demande croissante explique, en partie, pourquoi le prix du beurre a quadruplé ces dernières années. Voyant dans cette situation un business juteux, les industriels européens ont extrait la matière grasse laitière présente dans le lait de vache afin de la vendre sous forme de beurre sur le marché asiatique.

Par ailleurs, l'envolée des prix de la matière grasse laitière contraste avec la baisse des prix des matières grasses d'origine végétale telle que l'huile de palme qui est moins chère que son équivalent d'origine animale. Ainsi, **en substituant la graisse laitière par de la graisse végétale les industriels européens engrangent un double profit :** ils vendent le beurre à prix fort et reconditionnent le lait écrémé en un lait en poudre réengraissé prêt à être écoulé sur le marché.

LE RÉENGRAISSAGE : ENTRE DÉFORESTATION ET EXPLOITATION

Si le réengraissage s'avère très profitable à l'agro-industrie laitière, il n'est cependant pas sans impact sur l'environnement. En effet, la production d'huile de palme contribue à la déforestation massive de certaines régions tropicales d'Asie du Sud-Est. En vingt ans, 8,7 millions d'hectares de forêt ont été rasés afin de faire place nette aux cultures de palmier à huile en Indonésie et en Malaisie, menaçant l'habitat d'espèces en voie d'extinction telles que l'orang-outan.

Outre son coût environnemental, cette pratique suscite des questions sur le plan nutritionnel. En effet, bien que les huiles végétales soient largement consommées et ce, partout dans le monde, elles n'offrent pas les mêmes qualités nutritionnelles que la matière grasse laitière. L'huile de palme est composée à 50% d'acides gras saturés pouvant entrainer des problèmes cardio-vasculaires.

Plus encore, les conditions de travail de cette culture sont aussi fortement décriées. En 2016, Amnesty International publiait un rapport cinglant sur les impacts de la culture de l'huile de palme en Asie du Sud-Est : rémunérations en-dessous du salaire minimum, main-d'œuvre infantile, utilisation de produits chimiques dangereux pour la santé des travailleurs sont autant de problèmes liés à la filière.

Pour sortir de ce système agroalimentaire aliénant, il faudrait une volonté politique forte au niveau africain et européen

L'AFRIQUE DE L'OUEST, UN MARCHÉ EN ESSOR

Fort de ce nouveau produit, les groupes agroindustriels ont trouvé le marché idéal pour écouler leur production : l'Afrique de l'Ouest. En effet, le faible coût de production du lait en poudre réengraissé - offre aux agro-industries laitières la possibilité de vendre leur produit à un prix avec lequel les producteurs ouest-africains ne peuvent rivaliser. En effet, ce faux-lait s'écoule sur le marché africain à un prix jusqu'à 30% moins cher.

LE GROUPE DANOIS ARLA A SU TIRER PROFIT DE CETTE SITUATION EN SIGNANT UN ACCORD AVEC ATTIEH, GROUPE AU SÉNÉGAL QUI LUI PERMET DE COMMERCIALISER LA POUDRE RÉENGRAISSÉE SOUS LE LABEL « DANO QUOTIDIEN ».

Le cas d'Arla est loin d'être isolé, d'autres grands groupes tels que Milcobel (Belgique), Glanbia (Irlande) et Nestlé (Suisse) ont pris d'assaut le marché laitier africain. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2017, l'Europe exportait 308 000 tonnes de lait en poudre réengraissé vers l'Afrique de l'Ouest.

CONCURRENCE DÉLOYALE

Au Sénégal, plus de 46% de la population vit sous le seuil de la pauvreté et le manque d'infrastructures et d'investissements entrave la commercialisation des produits laitiers locaux. L'importation de lait en poudre bon marché peut dès lors apparaître comme une bénédiction. Cependant, ces importations massives de faux-lait (78% des importations) représentent une concurrence déloyale face à laquelle les producteurs locaux ne peuvent rivaliser.

D'une part, le lait en poudre réengraissé importé est vendu à un prix défiant toute concurrence. D'autre part, l'étiquetage déficient des produits laitiers à base de lait en poudre réengraissé ne permet pas aux consommateurs et aux consommatrices de se rendre compte qu'ils n'achètent pas un produit laitier au sens strict, mais bien un « mélange à base de produit laitier. Ceci donne lieu à une situation absurde : alors que la poudre de lait réengraissée et le lait local sont deux produits bien différents, le premier fait concurrence au second.

En conséquence, les importations européennes coupent l'herbe sous le pied du développement de la filière lait sénégalaise. Aujourd'hui, le contexte laitier sénégalais

Les importations européennes coupent l'herbe sous le pied du développement de la filière lait sénégalaise

a engrangé un cercle vicieux au même titre que celui de beaucoup d'autres pays d'Afrique de l'Ouest : le manque de production locale rend le pays dépendant des importations, mais les importations freinent le développement de la filière locale.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Le business laitier européen semble être l'archétype d'un modèle agroalimentaire productiviste peu scrupuleux où seul prime l'intérêt des grands groupes au détriment des petits éleveurs tant au Nord qu'au Sud. En Europe, la situation de « crise » est désormais la norme puisque depuis 2009 les timides mesures européennes prises se sont montrées insuffisantes pour sortir le secteur de la crise. Les effets néfastes de ce modèle global se font ressentir en Asie où la déforestation bat son plein et en Afrique de l'Ouest où les importations tuent le développement de la filière locale du lait. Face à ce constat, c'est un modèle de production et de consommation entier qui doit être repensé.

Pour sortir de ce système agroalimentaire aliénant, il faudrait une volonté politique forte au niveau africain et européen. En Afrique de l'Ouest, les décideurs doivent encourager la consommation du lait local via la mise en place de mesures claires (droit de douane, quotas d'importation) et d'incitants fiscaux. À l'échelle européenne, les décideurs doivent revoir les politiques agricoles et commerciales afin que celles-ci soient justes pour les éleveurs européens, respectueuses de la souveraineté alimentaire des pays du Sud et protectrices de l'environnement à travers le monde.

Lire sur le sujet :
DUTEURTRE Guillaume, CORNIAUX Christian, 2018, Le commerce de "poudre de lait réengraissée": situation et enjeux pour les relations commerciales Europe-Afrique de l'Ouest, CIRAD.

BROUTIN Cécile, LEVARD Laurent, GOUDIABY Marie-Christine, 2018, Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière « lait local », Paris, Gret

Maïlys Meirlaen
Volontaire

‘Mon lait est local’ une campagne pour plaider la cause des éleveuses et éleveurs africains

Hindatou Amadou, responsable du plaidoyer et du genre pour l’APESS (Association pour la promotion de l’élevage au Sahel et en savane) et coordinatrice de la plateforme ouest-africaine de la campagne « Mon lait est local », répond à nos questions.

Pourquoi cette campagne ?

De nombreuses familles pastorales d’Afrique de l’Ouest sont dépendantes de la filière lait mais font face à la concurrence déloyale des importations européennes ainsi qu’à des défis climatiques et politiques. La campagne vise d’une part à sensibiliser les consommateurs afin qu’ils soutiennent les producteurs locaux en informant sur le produit local, le lait en poudre, et surtout le lait en poudre ré-engraissé. D’autre part, il s’agit d’une campagne de plaidoyer pour la mise en œuvre de *l’offensive lait* issue de la politique agricole de la CEDEAO (Communauté Economique Des États de l’Afrique de l’Ouest) votée en 2015-2016. L’offensive vise à promouvoir le potentiel de la filière lait mais, depuis son lancement, elle a été peu réalisée.

Comment la campagne est-elle organisée ?

La campagne se concentre sur six pays : Burkina Faso, Mali, Sénégal, Niger, Mauritanie et Tchad. Nous avons des objectifs et des actions communes, pilotées par un « comité de pilotage » dont je suis la coordinatrice. Mais chaque coalition nationale a également fixé ses propres objectifs et a développé son propre plan d’action.

Quels objectifs visez-vous à travers le plaidoyer commun ?

Les actions de plaidoyer concernent les autorités mais également les multinationales installées en Afrique, qui utilisent du lait en poudre pour augmenter leur marge.

Nous visons la révision de certaines politiques pour :

- rehausser la taxation de la poudre de lait,
- encourager les transformateurs à s’approvisionner en lait local,
- assurer un meilleur étiquetage des produits laitiers.

Avez-vous déjà atteint certains résultats dans ce sens?

Aujourd’hui, la priorité de chaque coalition nationale est de toucher les ministres des ressources animales pour qu’ils portent le plaidoyer au sein de l’État et qu’ils soient des influenceurs au sein de la CEDEAO. Le Ministre mauritanien a déjà officiellement apporté son soutien à la campagne et d’autres vont certainement le rejoindre.

Lire sur le sujet l’article du GRET : Des solutions politiques durables pour soutenir la filière « lait local» en Afrique de l’Ouest

Florence Haumann
Volontaire

CRISE DU LAIT : ARRÊTONS D'EXPORTER LES DÉFAUTS DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE !

Voilà 10 ans, la « grève du lait » a défrayé la chronique en Europe. À l'époque, déjà, SOS Faim et d'autres ONG de développement affichent leur solidarité avec les agriculteurs « de chez nous » qui subissent de plein fouet la dérégulation en cours de l'agriculture européenne. Autre source d'inquiétude : l'impact sur les producteurs du Sud de la concurrence d'un lait européen en volume toujours plus grand et à un prix toujours plus bas.

© Le Sillon Belge

12.577 tonnes de poudre de lait écrémé sont stockées à Herstal

En 2019, les nouvelles ne sont toujours pas bonnes. On surproduit encore plus dans l'Union européenne depuis la suppression des quotas laitiers en 2015. Et l'exportation de poudre de lait vers l'Afrique de l'Ouest dans des conditions de concurrence injustes a atteint une nouvelle dimension avec le réengraissage de la poudre de lait avec de l'huile de palme, reine des huiles industrielles « low cost ».

Cette pratique constitue un cas manifeste d'incohérence des politiques commerciales et agricoles avec la politique de coopération au développement de la Belgique et de l'Union européenne. En effet, les initiatives de la politique de coopération visant à renforcer les filières alimentaires locales seront réduites à néant si d'autres politiques donnent lieu dans le même temps à des exportations massives de produits à bas prix dans les pays du Sud.

Pour mettre un terme à cette pratique injuste et néfaste, il faut s'attaquer à sa source et arrêter de surproduire du lait à bas prix. Une régulation du marché du lait doit donc être mise en place par l'Union européenne. Le « European Milk Board » (EMB), organisation regroupant des producteurs de lait de 15 pays européens, demande la mise en place de telles mesures qui devraient aussi bénéficier aux producteurs européens.

Il est également indispensable de suivre de plus près les exportations de poudre de lait réengraissée. Aujourd'hui, alors que l'Observatoire européen du marché du lait fournit régulièrement des données chiffrées sur le commerce de produits laitiers, aucune donnée officielle n'est disponible sur la poudre réengraissée aux huiles végétales. Faute de données, les observateurs doivent se contenter d'estimations, ce qui ne facilite pas l'identification de l'ampleur du problème par les autorités compétentes.

Enfin, quand il est avéré que les exportations européennes ont un impact négatif sur les producteurs de pays tiers, des mécanismes devraient être activés pour mettre fin au problème le plus rapidement possible. Ces solutions pourraient prendre la forme de taxes à l'importation ou à l'exportation, ou encore de mesures permettant de compenser le fait que si ces produits sont vendus à bas prix, c'est en grande partie grâce aux subventions de la Politique agricole commune.

La situation n'a fait que se dégrader ces 10 dernières années. Des actions ambitieuses sont indispensables pour que la production de lait constitue enfin une activité durable et rentable pour les producteurs européens comme pour les ouest-africains.

François Graas
Coordinateur information et plaidoyer

Limiter la surproduction au Nord, c'est donner la possibilité au Sud de développer sa filière lait

Suivez la campagne SOS Faim

"N'exportons pas nos problèmes"

3 premiers RDV :

02/04 > Lancement officiel de la campagne

10/04 > Mobilisation d'éleveurs européens et ouest africains devant les institutions européennes à Bruxelles

11/04 > Ciné-club Alimenterre "La planète lait"Cinéma Galeries Bruxelles (19h)

Toutes les infos sur www.sosfaim.be

SOS FAIM

Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

www.sosfaim.be